

TRANSFORMER L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

Un aperçu basé sur des données probantes et des recommandations pour des améliorations à long terme

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



© UNICEF/UN0487737/DEJONGH

AVANT-PROPOS

Le présent rapport est le fruit d'une collaboration entre l'UNICEF et la Commission de l'Union africaine. Il entend contribuer à faciliter la tenue de débats politiques de haut niveau entre les autorités nationales chargées de l'éducation et les organismes régionaux et continentaux dans l'optique de déterminer les interventions et les changements stratégiques envisageables pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage en Afrique. Le rapport présente une analyse fondée sur des données probantes de la situation de l'éducation en Afrique, en mettant en perspective les objectifs de développement durable ainsi que les objectifs de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016-2025) conformes à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il souligne les progrès accomplis sur le continent dans le secteur de l'éducation au cours de la dernière décennie (2010-2020) et met en évidence les défis qui restent à relever, notamment en matière d'équité.

Le rapport est publié à un moment où les systèmes éducatifs, financiers et sanitaires du monde entier sont mis à rude épreuve par la pandémie de COVID-19, qui n'épargne pas l'Afrique. Si les données présentées dans ce rapport sont en grande partie antérieures à la pandémie, elles décrivent également les innovations mises en place par certains pays africains pour faire face à la crise de la COVID-19, en proposant par exemple aux enfants un enseignement à distance à l'aide de solutions de haute technologie peu coûteuses afin d'assurer la continuité de l'apprentissage durant la fermeture des écoles. La pandémie peut également être considérée comme l'occasion de repenser l'éducation en Afrique en mettant notamment l'accent sur des écoles sûres, inclusives et

garantissant un environnement sain, un recours accru aux technologies numériques, et un corps enseignant correctement formé pour tirer pleinement parti de ces technologies et faciliter l'apprentissage des enfants.

Compte tenu de la jeunesse de la population africaine (trois personnes sur cinq ont moins de 25 ans), le temps est venu pour les gouvernements africains d'accroître leurs investissements dans l'éducation afin de ne pas laisser passer cette occasion. Exploiter le dividende démographique du continent et investir dans son capital humain permettrait d'obtenir des résultats et des retombées considérables pour et dans les pays d'Afrique.

L'UNICEF et la Commission de l'Union africaine misent sur la capacité de l'ensemble des gouvernements africains à agir dès à présent afin d'améliorer leurs systèmes éducatifs en leur affectant des fonds de manière plus juste et efficace, en dépit des pressions budgétaires supplémentaires dues à la pandémie de COVID-19. Le marathonien kényan Eliud Kipchoge, détenteur du record du monde, avait déclaré : « Le meilleur moment pour planter un arbre, c'était il y a 25 ans. Le deuxième meilleur moment, c'est aujourd'hui. »

L'UNICEF et la Commission de l'Union africaine invitent l'ensemble des gouvernements africains à saisir l'occasion qui leur est donnée de renouveler leur engagement à améliorer la gouvernance et l'efficacité des services d'éducation en réalisant la transformation numérique, et en repensant les systèmes d'éducation et l'acquisition de compétences en vue de répondre aux besoins d'une économie numérique en plein essor.

Robert Jenkins,

Directeur mondial de l'éducation
UNICEF



H.E. Prof. Sarah Anyang Agbor,

*Commissaire à l'éducation, la science,
la technologie et l'innovation*
Commission de l'Union Africaine



MESSAGES CLÉS

Des enfants africains qui progressent, c'est un monde qui progresse

- ✓ Au mitan de ce siècle, l'Afrique comptera un milliard d'enfants et d'adolescents âgés de moins de 18 ans, soit presque 40 % de la tranche d'âge des 0-18 ans à l'échelle mondiale.
- ✓ Si les enfants et les adolescents ont la possibilité de s'épanouir et de développer pleinement leur potentiel, cette population jeune pourra grandement favoriser la croissance et le progrès, en Afrique comme dans le reste du monde.

Le moment est venu de saisir les possibilités qu'offre une population jeune en croissance rapide

- ✓ Ce capital humain représente un potentiel considérable pour les pays africains, mais c'est aujourd'hui et maintenant que des efforts doivent être faits pour investir dans l'éducation et la formation des enfants et des jeunes. C'est à cette condition seulement que les pays africains pourront récolter pendant de nombreuses années les fruits de ce « dividende démographique », c'est-à-dire une hausse de la productivité économique observée lorsque la population active est plus importante que le nombre de personnes à charge.
- ✓ La fenêtre offerte pour tirer profit du dividende démographique est limitée dans le temps. En 2020, trois Africains sur cinq avaient moins de 25 ans. D'ici à 2050, ils seront un sur deux dans cette tranche d'âge. Cette forte proportion de population jeune et active ne sera pas éternelle.
- ✓ L'éducation est un levier fondamental pour permettre à l'Afrique de développer son capital humain. Les investissements en faveur de l'éducation contribuent à briser les cycles intergénérationnels de la pauvreté et à renforcer le développement socioéconomique. Ils peuvent en outre favoriser l'émergence d'une main-d'œuvre qualifiée et employable, dont les savoir-faire et les compétences sont en adéquation avec la demande des marchés du travail.
- ✓ L'éducation contribue à l'autonomisation des personnes et permet de favoriser la paix au sein des communautés, d'accroître la participation citoyenne et de renforcer les démocraties.

L'Afrique a réalisé des progrès importants en matière de scolarisation des enfants

- ✓ Depuis le début des années 2000, les pays africains déploient leurs efforts pour améliorer l'accès à



© UNICEF/UN019174/NOORANI

l'éducation, et ont obtenu des résultats spectaculaires en ce sens. La proportion d'enfants non scolarisés parmi ceux en âge de fréquenter l'école primaire a été divisée par deux, passant de 35 % en 2000 à 17 % en 2019.

- ✓ La proportion d'enfants non scolarisés parmi ceux en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire est passée de 43 % à 33 % au cours des deux dernières décennies ; chez les enfants en âge d'être scolarisés dans le deuxième cycle du secondaire, ce chiffre est passé de 63 à 53 %.

Malgré les progrès accomplis, encore trop d'enfants sont exclus du système scolaire

- ✓ En 2019, on comptait environ 105 millions d'enfants non scolarisés parmi ceux en âge de fréquenter le primaire et le secondaire en Afrique, soit 41 % du total mondial.
- ✓ Par ailleurs, de nombreux enfants quittent l'école sans avoir achevé un cycle d'études. Ainsi, dans une cohorte, un enfant sur trois n'achève pas le cycle primaire. Dans l'enseignement secondaire, seuls 41 % des enfants d'une cohorte achèvent le premier cycle, et 23 % seulement achèvent le deuxième cycle.

L'insuffisance des résultats d'apprentissage demeure un défi majeur

- ✓ En Afrique subsaharienne, près de 87 % des enfants présentent des résultats d'apprentissage limités, ne savent pas lire et ne parviennent pas à comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans.
- ✓ Cette situation s'explique par l'effet combiné d'une forte proportion d'enfants non scolarisés et de résultats d'apprentissage insuffisants obtenus par ceux qui sont scolarisés.

- ✓ En moyenne, la proportion d'enfants atteignant le niveau minimal de compétences attendu à la fin du primaire est de 35 % seulement en lecture, et 22 % en mathématiques.

L'Afrique a urgemment besoin d'enseignants qualifiés

- ✓ Le continent africain est confronté à une grave pénurie d'enseignants qualifiés. Il lui faudra 17 millions d'enseignants supplémentaires pour instaurer l'accès universel à l'éducation dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2030.
- ✓ Pour répondre à la demande croissante en matière d'éducation, de nombreux pays font appel à des enseignants non qualifiés et, souvent, non formés. En 2019, le pourcentage moyen d'enseignants qualifiés par pays était de 78 % dans l'enseignement préprimaire, 89 % au niveau primaire et 80 % dans le secondaire. Cette situation met gravement en péril la qualité globale de l'apprentissage, en particulier lorsqu'elle s'accompagne d'un manque de formation continue des enseignants.

Le sous-secteur de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) requiert des investissements plus importants

- ✓ De nombreux gouvernements africains poursuivent leur engagement en faveur de l'EFTP, mais le secteur demeure insuffisamment développé. En 2019, le nombre moyen d'apprenants inscrits dans l'EFTP était de 762 pour 100 000 habitants en Afrique, contre 801 à l'échelle mondiale.
- ✓ En moyenne, le pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans inscrits dans l'enseignement professionnel est de 3 %.

L'éducation pâtit de difficultés importantes en matière d'équité : les enfants issus des familles les plus pauvres sont aussi les plus exclus.

- ✓ La pauvreté reste l'un des principaux facteurs d'exclusion du système éducatif. Ainsi, un enfant issu du quintile des ménages les plus riches a huit fois plus de chances d'achever sa scolarité primaire qu'un enfant issu du quintile des ménages les plus pauvres. Ce rapport de probabilité s'élève à 12 dans l'enseignement secondaire.
- ✓ En général, la suppression des frais de scolarité ne suffit pas à elle seule à garantir la scolarisation des enfants issus des ménages les plus pauvres. D'autres éléments doivent également être pris en compte, à savoir les coûts d'opportunité, l'absence d'établissements scolaires ou de centres de formation dans leur environnement, et les normes sociales prédominantes.

L'éducation prise pour cible : les conflits et l'insécurité empêchent de nombreux enfants de suivre une scolarité normale

- ✓ Les conflits et l'insécurité entraînent des déplacements de population, y compris parmi les enfants scolarisés. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les attaques délibérées perpétrées contre les élèves, les enseignants et les écoles, et, plus généralement, la dégradation des conditions de sécurité, ont conduit à accroître les fermetures d'établissements scolaires. Fin 2020, quelque 9 600 écoles étaient fermées en raison des conflits, interrompant la scolarité de près de deux millions d'élèves dans ces régions.
- ✓ Par ailleurs, l'augmentation de l'insécurité pourrait entraîner la réaffectation des fonds publics vers des domaines prioritaires comme la paix et la sécurité, au détriment du secteur éducatif.

Les leçons durement apprises de la pandémie de COVID-19

- ✓ Au plus fort de la crise de la COVID-19, plus de 90 % des élèves africains ont vu leur apprentissage perturbé par la fermeture des écoles. Face à la crise provoquée par la pandémie dans le secteur de l'éducation, certains pays africains ont déployé des moyens d'apprentissage innovants, en organisant par exemple un enseignement à distance à l'aide de solutions de haute technologie et/ou peu coûteuses. On peut notamment citer les supports papier destinés à l'apprentissage à domicile et la diffusion de programmes d'enseignement dans différents médias (essentiellement télévision, radio et plateformes numériques).
- ✓ Toutefois, la plupart des systèmes éducatifs africains ne sont pas suffisamment préparés pour assurer la continuité de l'apprentissage en dehors des établissements scolaires. En Afrique subsaharienne, on estime que 121 millions d'élèves, soit près de la moitié des apprenants, étaient exclus de facto de l'apprentissage numérique à distance et des programmes d'enseignement diffusés dans les médias, faute de politiques favorisant la mise en place de tels dispositifs ou parce que leur foyer ne disposait pas des équipements nécessaires pour en bénéficier.
- ✓ En outre, de nombreux pays manquent d'infrastructures et d'équipements adaptés en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Par exemple, près de la moitié des écoles primaires africaines sont dépourvues d'installations destinées au lavage des mains ou ne sont pas alimentées en eau potable. Compte tenu de ces lacunes, il est difficile d'envisager un retour en classe dans le respect des recommandations émises par l'Organisation mondiale de la Santé et les autorités sanitaires.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Le moment est venu de repenser l'éducation en Afrique en tenant compte du fait qu'il ne suffira pas de revenir à la situation d'avant la pandémie de COVID-19 pour obtenir des résultats. En nous remobilisant pour l'Afrique, nous souhaitons mettre en œuvre des mesures de relèvement qui feront entrer l'éducation dans une nouvelle ère.

Le présent rapport énonce les recommandations suivantes en vue de transformer les systèmes éducatifs en Afrique d'ici à 2030 et au-delà :



© UNICEF/UNI366076/BOS

1

Rendre les écoles plus inclusives, notamment à l'égard des groupes à risque d'abandon scolaire

Le temps est venu pour les pays africains de se pencher sur les causes sous-jacentes qui conduisent certains groupes de population (comme les enfants en âge de fréquenter le secondaire) à rester en dehors du système scolaire. Il convient d'élaborer des politiques spécifiques afin de réduire les principaux obstacles qui empêchent les jeunes d'accéder à l'enseignement. Parmi les mesures à mettre en place, citons notamment l'élargissement de l'enseignement obligatoire dans le secondaire, ainsi que la création de programmes scolaires en meilleure adéquation avec le marché de l'emploi. Les gouvernements peuvent également mettre en œuvre des mesures destinées à inciter davantage d'adolescents à poursuivre leur scolarité, telles que des programmes de protection sociale incluant des transferts en espèces ou des allocations familiales.

2

Mettre l'accent sur les savoirs fondamentaux dès le plus jeune âge afin d'améliorer les niveaux d'apprentissage

Les pays africains peuvent améliorer la qualité globale de l'éducation en mettant l'accent sur l'enseignement des fondamentaux en lecture et en mathématiques aux niveaux préscolaire et primaire. L'enseignement précoce de ces disciplines favorise la réussite. Les gouvernements peuvent déployer des efforts importants pour favoriser l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Ils peuvent en outre encourager les écoles à trouver des moyens innovants pour améliorer l'apprentissage des savoirs fondamentaux, même si cela implique de consacrer quelques heures hebdomadaires aux méthodes d'enseignement permettant aux élèves d'apprendre à lire et à compter correctement.

3

Donner la priorité à la connectivité numérique pour favoriser l'apprentissage et le développement des compétences

Il est essentiel que les ministères de l'éducation nouent des partenariats stratégiques avec les entreprises de télécommunication et les fournisseurs d'accès Internet (pour réduire le coût des

communications, des données mobiles et du haut débit) afin de mettre en œuvre des approches d'enseignement et d'apprentissage innovantes grâce à un meilleur accès aux ressources d'apprentissage en ligne pour tous les enfants, y compris les plus défavorisés et les plus vulnérables. La collaboration entre les ministères de l'éducation et des télécommunications est un facteur clé dans l'atteinte de cet objectif. Il conviendra également d'investir dans les infrastructures et les partenariats stratégiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), en élaborant à cet effet une feuille de route claire et une plateforme de collaboration interministérielle s'inscrivant dans le cadre de politiques nationales en faveur des TIC et de l'éducation.

En outre, les budgets alloués à l'éducation doivent permettre de réformer les programmes scolaires afin qu'ils soient adaptés aux enfants et aux jeunes qui grandissent dans un monde numérique. Les programmes scolaires peuvent également être conçus de manière à valoriser davantage les compétences non cognitives telles que la pensée critique, la créativité, la coopération et l'intelligence émotionnelle. Les gouvernements doivent reconnaître qu'il importe tout particulièrement d'améliorer les programmes d'EFTP, ces filières étant pratiquement inexistantes dans le premier cycle du secondaire à l'heure actuelle. Si ces réformes ne sont pas mises en œuvre, les compétences des jeunes ne seront pas adaptées aux besoins du marché, qui vise à enrichir la main-d'œuvre de demain.

4

Faire des écoles des environnements sûrs et sains pour les élèves

Au lendemain de la pandémie de COVID-19, il est devenu indispensable d'adopter des directives et des protocoles en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) au sein des établissements scolaires. Actuellement, la moitié de toutes les écoles primaires africaines n'ont pas accès à des installations de base pour le lavage des mains, et il

en va de même au sein des établissements secondaires. Afin de mieux se préparer aux crises futures, les pays africains doivent augmenter les investissements dans les infrastructures EAH, élaborer des protocoles détaillés concernant les mesures d'hygiène à respecter au sein des établissements scolaires (notamment le lavage des mains, le port d'un équipement de protection et les pratiques sûres de préparation des aliments) et mettre au point des protocoles d'éloignement physique faciles à appliquer.

5

Donner la priorité à la formation des enseignants, notamment aux compétences numériques à des fins pédagogiques

Un corps enseignant qualifié constitue une composante essentielle de systèmes éducatifs solides. Or, les écoles africaines font face à une pénurie chronique d'enseignants qualifiés. Les pays africains doivent réformer en priorité leurs programmes de formation des enseignants à tous les niveaux, y compris en ce qui concerne les compétences numériques et pédagogiques permettant de dispenser un enseignement inclusif et centré sur les apprenants. Comme l'on a pu le constater lors des fermetures d'écoles pendant l'épidémie de COVID-19, il est aujourd'hui essentiel que les enseignants possèdent des compétences en tant qu'animateurs et concepteurs pédagogiques, et sachent utiliser un vaste éventail de technologies pour répondre aux besoins variés de leurs élèves. La mise en place de programmes de formation initiale et continue est indispensable à la réalisation de cet objectif.

6

Élaborer des mécanismes efficaces et innovants en matière de financement de l'éducation

À l'heure où les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 se font encore sentir, on s'attend à une stagnation des dépenses consacrées à l'éducation dans de nombreux pays. Il est crucial d'accroître l'efficacité pour utiliser au mieux des ressources financières limitées. Pour éviter tout effet préjudiciable d'une réduction des dépenses publiques sur les résultats du secteur éducatif, les gouvernements africains peuvent réviser leurs politiques budgétaires afin de réaffecter les fonds consacrés à l'éducation de manière plus stratégique. Des audits et des examens transparents des dépenses en matière d'éducation peuvent fournir les indications nécessaires pour effectuer une affectation plus efficace des budgets.

Il est important que les gouvernements répartissent leurs investissements de manière équilibrée dans tous les secteurs de l'éducation et à tous les niveaux du système éducatif. Les décideurs africains peuvent avoir intérêt à affecter davantage de fonds à des secteurs négligés mais essentiels, tels que l'éducation

de la petite enfance, où les investissements initiaux assurent une rentabilité à long terme. Compte tenu du rôle croissant des partenaires du secteur privé dans le financement de l'éducation (lesquels, par leurs contributions, participent à accroître l'efficacité des systèmes éducatifs), les gouvernements africains peuvent envisager de diversifier leurs types de partenariats avec le secteur privé. Toutefois, ces approches doivent être soutenues par des mesures bien définies afin de garantir une bonne gouvernance.

7

Investir dans des systèmes éducatifs plus résilients

Les pays africains doivent élaborer des plans nationaux chiffrés pour l'éducation, fondés sur un cadre de résultats solide, afin de bâtir des systèmes éducatifs plus résilients qui permettent d'assurer la continuité d'un enseignement de qualité inclusif en toute circonstance, sans interruption. Afin de renforcer les systèmes éducatifs, il convient d'adopter une approche globale de la gestion de l'éducation qui intègre dans un même cadre les éléments suivants : évaluation, enseignement, apprentissage, gestion, suivi et évaluation des indicateurs.

Les gouvernements africains doivent également s'attacher à renforcer les canaux de communication et les systèmes de coordination afin que les parties prenantes du secteur de l'éducation puissent faire part de leurs retours d'information et proposer des améliorations. Cette approche implique que les acteurs clés aux niveaux municipal, infranational et national doivent collaborer dans le cadre d'un processus rationalisé.

8

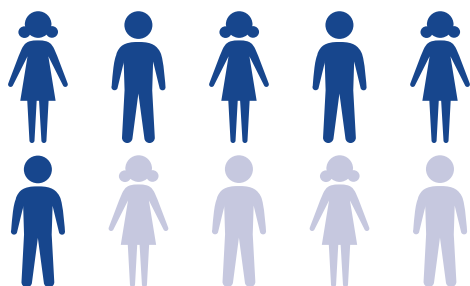
Investir dans l'amélioration des données sur l'éducation et dans les systèmes d'information relatifs à la gestion de l'éducation

Il est essentiel de disposer d'informations fondées sur des données probantes en vue de progresser. L'évaluation des progrès peut se heurter à des obstacles importants dus à un manque de données critiques (par exemple, données sur les indicateurs relatifs aux résultats d'apprentissage). Produire des données de qualité permet d'appuyer la programmation fondée sur des éléments probants, d'éclairer les politiques et de suivre les progrès accomplis au regard des objectifs fixés à l'échelle nationale, régionale et continentale. Les pays africains doivent urgemment investir dans les ressources humaines et financières nécessaires aux infrastructures de gestion des données, afin de pouvoir recueillir des données probantes et mesurer les progrès. Au niveau continental, il importe également de veiller à l'harmonisation des différents producteurs et sources de données relatives à l'éducation, en établissant des mécanismes de coordination et des référentiels de données efficaces au niveau des communautés économiques régionales et de l'Union africaine.

CHIFFRES CLÉS

Une population jeune en croissance rapide : trois Africains sur cinq ont moins de 25 ans

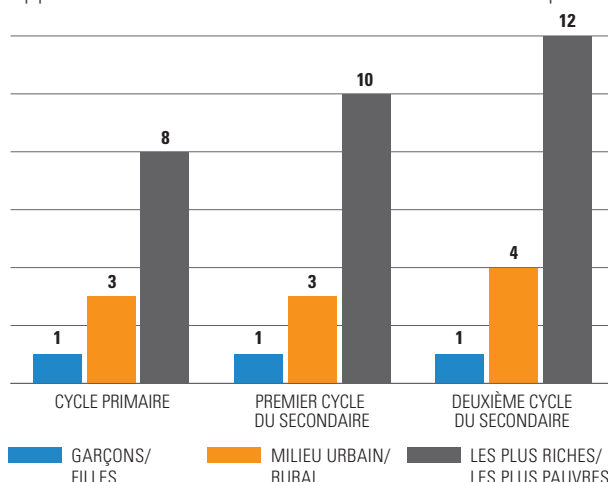
En 2020, 60 % de la population africaine était âgée de moins de 25 ans



Source : Calculs réalisés à partir des chiffres tirés de la version révisée de 2019 de « World Population Prospects », publiée par les Nations Unies

Les enfants issus des familles les plus pauvres sont aussi les plus exclus du système scolaire

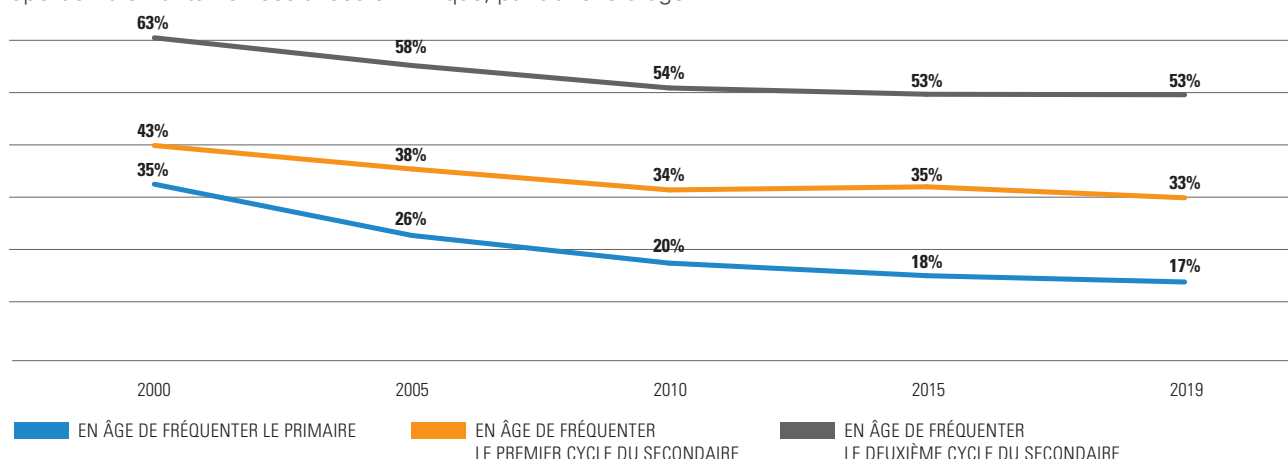
Rapports des cotes des taux d'achèvement en Afrique



Source : Calculs réalisés à partir des données publiées par l'Institut de statistique de l'UNESCO

Malgré les progrès réalisés en matière d'inclusion scolaire, un grand nombre d'enfants ne sont toujours pas scolarisés

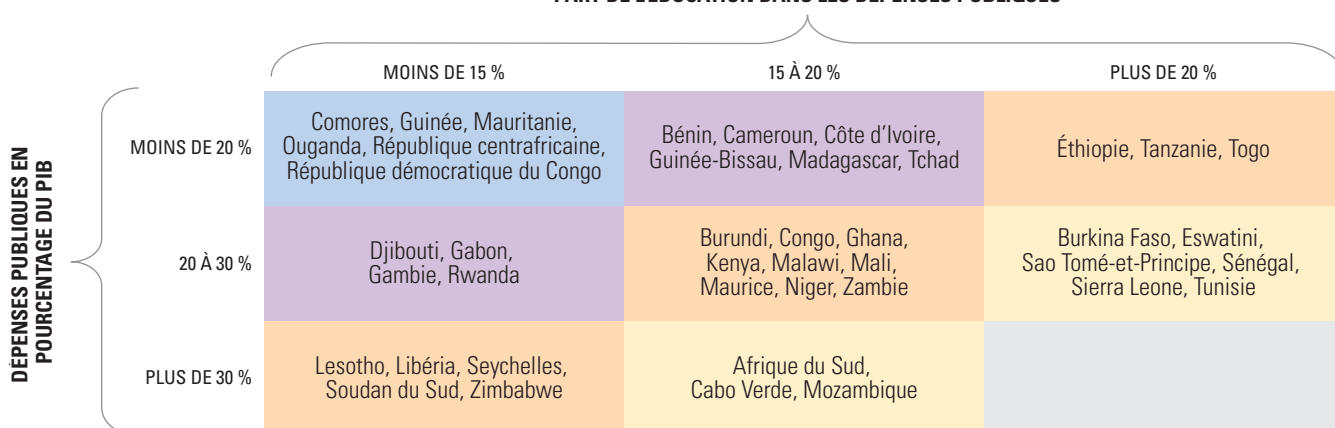
Proportion d'enfants non scolarisés en Afrique, par tranche d'âge



Source : Calculs réalisés à partir des données publiées par l'Institut de statistique de l'UNESCO

La plupart des pays africains consacrent moins de 20 % de leur budget national à l'éducation. Environ un pays sur trois y consacre moins de 15 %.

PART DE L'ÉDUCATION DANS LES DÉPENSES PUBLIQUES



Source : Calculs réalisés à partir des données publiées par l'Institut de statistique de l'UNESCO et le Fonds monétaire international